

<http://collectiflieuxcommuns.fr/?81-preface-de-c-castoriadis-au-livre>



# Les coordinations de 1986-1988

- Documents par thèmes - Luites passées et présentes - Les mouvements sociaux contemporains -

Date de mise en ligne : 2008

---

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

---

**Ce texte fait partie de la brochure n°9 « Crises économique, politique, sociale, anthropologique ».**

**Il est possible de la télécharger [dans la rubrique brochures](#).**

---

Préface de C. Castoriadis, rédigée en 1994, au livre de Jean-Michel Denis, « Les coordinations », Syllepse, 1996, pp. 9-13

Ce texte est aujourd'hui réédité par les éditions du Sandre, sous le titre « Les coordinations de 1986-1988 », dans *Ecrits politiques 1945-1997*, Tome III & IV, *Quelle démocratie ?*, 2013, au prix sacrifié de 32€.

<http://www.editionsdusandre.com/hom...>

Le livre de Jean-Michel Denis que l'on va lire n'est pas le premier travail effectué sur le mouvement des coordinations qu'a connu la France entre 1986 et 1988. Mais c'est, à ma connaissance la première synthèse importante publiée sur le sujet ; le premier aussi à poser des questions qui dépassent la simple description ou analyse des faits et rejoignent par ce biais en apparence mineur, certaines des interrogations les plus lourdes que l'on puisse se poser sur l'évolution et l'avenir de notre société. Les quelques lignes qui suivent veulent aider le lecteur à le situer explicitement dans ce contexte plus ample.

L'apparition des différentes coordinations pendant la période 1986-1988 (étudiants et lycéens, cheminots, instituteurs, travailleurs de la SNECMA et d'Air France, infirmières) frappe par un ensemble de traits qu'il importe de rappeler brièvement. Cette série de mouvements survient au milieu d'une longue période d'apathie sociale. Ces mouvements « spontanés » se situent d'emblée en dehors des syndicats (et à plus forte raison des partis politiques). Mouvements auto-organisés, ils rappellent par plusieurs aspects ceux de la période 1968-1974. Occasionnels et passagers, limités à des secteurs que l'on peut, sans abus de langage, qualifier d'atypiques et périphériques par rapport aux secteurs traditionnellement actifs et combattifs de la population salariée, ils n'en éveillent pas moins un écho considérable dans l'opinion.

Ces traits les singularisent par le contraste qu'ils forment avec les caractéristiques les plus nettes de la période social-historique que nous traversons. En effet l'observateur neutre ou partisan, ne peut pas ne pas être frappé par l'extrême faiblesse, mieux, l'évanescence quasi complète du mouvement ouvrier et plus généralement du conflit social et politique pendant les dernières décennies. Pour nous limiter aux aspects les plus proches de notre présent objet, mentionnons simplement le délabrement des syndicats, en nombre (cotisants) et en participants actifs (militants), la disparition des grandes grèves ordonnées ou contrôlées par les syndicats, l'extrême diminution des grèves et mouvements de toute sorte et, pendant les quinze dernières années, l'acceptation répétée par les syndicats et par leurs adhérents de contrats portant réduction des salaires ou plans de licenciement. Certains de ces traits ont été plus marqués en France qu'ailleurs, pour d'autres c'est l'inverse, mais pour l'essentiel ils sont communs à tous les pays industrialisés.

Ces phénomènes viennent de loin. Leurs causes, plutôt leurs conditions, sont évidemment multiples, et cette multiplicité s'accompagne de différences d'importance et d'intensité selon les pays et les périodes. Pourtant, le résultat est partout un et le même dans son noyau de sens. Cela ne signifie pas que causes ou conditions perdent

leur signification par annulation réciproque, mais renvoie à cette propriété fascinante et mystérieuse des grands mouvements social-historiques : leur surdétermination, et la synergie elle-même variable de facteurs apparemment (et « réellement ») déconnectés que rien ne condamnait d'avance à une mise en jeu synchrone, et qui ne peuvent pas être simplement additionnés, car chacun n'acquiert son sens et son efficace que par sa conjonction avec les autres. Les lignes qui suivent permettront aussi, j'espère, d'illustrer cette idée.

On peut ainsi invoquer pour comprendre cette atonie - et l'on n'aura pas tout à fait tort - le changement d'atmosphère économique depuis une vingtaine d'années (changement imputé peu ou prou aux deux « chocs pétroliers » et devenu du reste le sésame de toutes les explications journalistiques et le cache-misère de l'oligophrénie des politiciens). Il est certain que, par rapport à la période des trente années précédentes (1945-1975), l'expansion économique des pays riches s'est ralentie, parfois s'est arrêtée, en même temps que le chômage atteignait des niveaux sans précédent pour la période d'après guerre. Rien de tout cela n'est fait pour encourager une attitude combative des ouvriers ou de salariés en général. Mais il serait superficiel de s'arrêter sur ces facteurs. On ne constate pas des différences notables de ces attitudes dans les pays moins frappés par la récession, ni une résurgence des mouvements pendant les périodes de reprise économique qui ont existé, comme celle à laquelle on assiste en ce moment même (1994). Plus important, on néglige de s'interroger sur ce qui, dans la situation sociale et les rapports de force, a permis cette évolution économique. En fait, le ou les « chocs pétroliers » auraient pu être affrontés avec des politiques économiques tout à fait différentes de celles qui ont été suivies [1] et tout s'est passé comme si les couches dirigeantes avaient mis à profit l'inquiétude générale pour faire accepter des politiques dont les finalités étaient tout autres. En gros, on observe depuis 1979 ce qu'on aurait appelé traditionnellement une « offensive » (ou « contre-offensive ») de la « droite », que l'on peut symboliser par les noms de Thatcher et de Reagan, mais qui dépasse largement aussi bien ces deux personnages que les pays qu'ils ont dévastés (les « socialistes » français ont brillé tout autant par leur ardeur dans le combat pour la « réhabilitation du profit » et la « restauration des marges des entreprises »). Cette offensive est allée de pair avec - a été conditionnée par mais aussi a conditionné - une régression idéologique d'une rare ampleur. Les idéologies « de gauche » sont entrées dans une nouvelle phase d'intense décomposition, alors que les courants « de droite » resuçaient avec béatitude des erreurs élémentaires réfutées depuis trois quarts de siècle (comme le monétarisme, simple réédition sous maquillage économétrique de la vieille théorie quantitative de la monnaie ou « l'économie de offre », supply-side economics, caractérisée par Bush lui-même d'« Économie-vaudou »). Les proclamations de ces Gouvernements étaient, du reste, en désaccord criant avec leur pratique - phénomène à signaler non pas parce qu'il serait neuf dans l'absolu, mais parce qu'il était pratiquement inédit dans le domaine économique. Thatcher et Reagan ont été élus en promettant qu'ils débarrasseraient la société du Big Government ; à la fin de leurs mandats, la part des dépenses étatiques dans le PNB était pratiquement inchangée. Ils avaient tout autant dénoncé le keynésianisme - mais n'importe quel keynésien aurait condamné comme caricaturalement excessifs les déficits de l'administration Reagan. Mais cette rhétorique de camouflage a permis d'atteindre, à défaut des objectifs proclamés, les objectifs réels de la nouvelle politique : tout bêtement la redistribution du revenu national en faveur des riches et au détriment des pauvres.

Cependant, l'évolution que nous discutons ici remonte à une période bien antérieures 1975-1980. Ce n'est pas l'offensive de la droite qui peut expliquer l'apathie politique et sociale, c'est celle-ci qui a permis la victoire de celle-là. Nixon n'était pas moins « réactionnaire » que Reagan - mais il ne pouvait pas ne pas continuer la politique « sociale » de Kennedy-Johnson. Les Tories des années 50, 60 ou 70 n'étaient certes pas « progressistes » - mais il aurait été inconcevable qu'ils se fussent attaqués à la législation sociale et fiscale avec la sauvagerie de Thatcher et, surtout, que dans un tel cas la population fût restée sans réaction. Bref, si pour l'essentiel ce sont les politiques économiques appliquées depuis 1979-1980 un peu partout qui ont été responsables de la prolongation des récessions et de la lourdeur du chômage, la condition pour que de telles politiques l'emportent a été une modification substantielle du rapport de forces social, elle-même conditionnée par une apathie croissante des populations travailleuses. C'est vers une élucidation de celle-ci que nous devons nous tourner, si nous voulons comprendre l'histoire des dernières décennies.

On pourrait relier cette apathie à la diminution de l'importance quantitative de la classe ouvrière (industrielle), sous le double effet du déclin des industries traditionnelles (résultat à la fois de modifications dans la structure de la demande finale et des délocalisations), et d'une accélération des changements techniques. Ce sont là des faits incontestables et dont on ne peut nier la signification. Ils ne suffisent cependant pas à faire comprendre pourquoi les

travailleurs du secteur des « services », en expansion continue, qui depuis bientôt un siècle voient à la fois leur importance numérique croître, l'industrialisation et la collectivisation de leur travail progresser et leur statut se dégrader, sont loin de développer la solidarité et la combativité qui ont caractérisé le prolétariat industriel pendant un siècle et demi [2].

Nous sommes ainsi amenés à regarder au-delà de la production et de l'économie. Et d'abord, vers l'évolution du mouvement ouvrier lui-même, au plan syndical aussi bien qu'au plan politique. Le phénomène premier est ici, évidemment, la bureaucratisation des organisations ouvrières, syndicats aussi bien que partis politiques, et ce dès le début du XXe siècle [3]. Processus long et très complexe, circulaire on peut dire pour autant que la moindre participation des ouvriers à la direction de leurs organisations favorisait la bureaucratisation de celles-ci, laquelle à son tour en éloignait les travailleurs. A cela il faut ajouter la grande scission entre communisme et social-démocratie à partir de 1917-1919 avec son impact déterminant du moins pour l'Europe continentale, puis les effets, trop complexes pour qu'on puisse ici y faire plus qu'une simple allusion, de la participation de plus en plus fréquente des partis (et syndicats) socialistes aux gouvernements de « gestion loyale » du régime capitaliste, comme du pouvoir bolchevique en Russie perçu par les uns comme « édifiant le socialisme », par les autres comme une dictature exercée sur la population toutes classes confondues. Si, dans ce dernier cas, les effets ont pu être mystificateurs à court terme ils ont été effroyablement démoralisants à moyen et long terme au fur et à mesure que la vérité sur le « socialisme réelle commençait à se faire jour. Pendant très longtemps, tout cela n'a pas empêché une part importante de la classe ouvrière d'adhérer, du moins formellement, à ces organisations, ni sa majorité d'en suivre la plupart du temps les consignes, commençant ou arrêtant les grèves selon les décisions des centrales syndicales. Mais à la fin ces effets se sont comme cumulés et à partir d'un moment - que pour la France, malgré l'explosion de 1968, on peut situer à la fin des années 1950 - tout se passe comme si la classe ouvrière, inerte et décollectivée, avait cessé d'exister comme force sociale. Cette constatation n'est pas infirmée, mais plutôt corroborée par l'apparition « spontanée » de formes sporadiques d'organisation et/ou de lutte, parmi lesquelles précisément, en France, les coordinations.

Mais, avant d'y venir, il faut, ne serait-ce que très brièvement, rappeler un autre élément tout à fait central de l'évolution d'après-guerre : les modifications profondes dans le comportement effectif du système capitaliste que traduisent aussi bien l'instauration de l'« État-providence » que l'acceptation par l'Etat de responsabilités quant à l'évolution de l'économie et de la société, les accroissements annuels réguliers des salaires comme partie intégrante désormais acceptée du processus économique que la réduction du temps total du travail etc. - bref, tous les traits qui manifestement distinguent et opposent la société capitaliste de 1870 ou de 1930 et celle de 1970 et qui, malgré la « contre-offensive » décrite plus haut, restent pour l'essentiel vrais encore aujourd'hui. Le mode d'emprise du régime sur les populations s'est modifié, il passe désormais par l'appât de la consommation, l'abrutissement télévisuel, le retrait de chacun sur sa sphère personnelle - l'ensemble des traits que j'ai caractérisé, il y a déjà trente-cinq ans, comme la privatisation des individus dans les sociétés de capitalisme moderne [4]. Cette évolution présuppose certes, entre autres, la capacité du système de fournir, bon an mal an, une croissance économique satisfaisante. Ce qui pourrait se passer si cette condition cessait d'être remplie est une question qui dépasse notre propos présent. Notons seulement que la différence apparue à cet égard depuis 1980 consiste en ce que ces conditions (emploi régulier, élévation ou du moins stabilité des salaires réels etc.) ne sont plus remplies que pour 80% de la population, le poids de la « crise » ayant été transféré sur les 20% « inférieurs » de la société devenus du même coup incapables d'y répondre si ce n'est de façon explosive et inefficace.

Ces remarques peuvent aussi servir de commencement de réponse à la question : et pourquoi donc, en s'éloignant de ses organisations bureaucratisées ou en les rejetant, la classe ouvrière n'a pas été capable de créer d'autres formes d'organisation, si ce n'est marginalement et sporadiquement ? Pour parler de façon sommaire et brutale, pendant cette période la classe ouvrière, la population salariée en général, s'est comportée comme si elle s'était « intégrée » dans le système. Elle ne manifeste aucun désir de changement du régime social, ni de sa propre place dans celui-ci. Une société qui avait été, pendant un siècle et demi, une société de conflit se transforme en une société de consensus, l'amélioration est recherchée par les efforts individuels dans le cadre des règles existantes (perspective entretenue par l'expansion considérable de la scolarisation et de l'instruction pendant cette période), et

pour le reste elle est supposée devoir être automatique. Le gâteau gonfle dans toutes les directions, le « progrès » devrait assurer une augmentation homothétique (proportionnelle) de toutes les quantités pertinentes, donc aussi du « bien-être » matériel. Cet imaginaire capitaliste triomphant est de nouveau brutalement secoué par la réalité depuis dix ou quinze ans. Pour l'instant, le seul résultat semble être une aphasie sociale et politique généralisée.

En contrepoint aux grandes tendances évoquées plus haut on observe pendant toute la période considérée des contre-mouvements importants dans tous les grands pays industriels. Des organisations et des luttes élémentaires, inofficielles ou informelles, ont incarné l'écart grandissant entre la classe ouvrière et « ses » organisations, les organisations officielles chargées de la « représenter » ou se réclamant d'elle. Ainsi les délégués d'atelier (shop stewards) en Grande-Bretagne dès la Première Guerre mondiale ou aux Etats-Unis à partir de 1935-1937, ou, en France, après la Seconde guerre mondiale, les Comités de lutte dont celui des Usines Renault, responsable de la première grève importante d'après guerre (avril 1947) est le plus connu. Ainsi aussi les innombrables grèves sauvages, dans ces pays et dans plusieurs autres, qui ont jalonné la période 1945-1980. Nous avons été quelques-uns - le groupe Socialisme ou Barbarie en France, Correspondence aux États-Unis, Solidarity en Grande-Bretagne - à voir dans ces formes plus qu'une réaction à la bureaucratisation des syndicats et des partis : l'annonce et le noyau des formes à venir du mouvement social [5]. L'évolution de la dernière période, avec les traits esquissés plus haut, n'a pas confirmé cette perspective, - sous réserve de ce que peut faire penser l'analyse du phénomène des coordinations de la période 1986-1988, qui forme précisément l'objet de cet ouvrage. La question que l'on ne peut pas ne pas se poser, et que Jean-Michel Denis formule très bien, est de savoir si les coordinations marquent le début ou la fin d'une étape. Il est clair que pour l'instant elle ne comporte pas de réponse.

Il est plus fructueux d'attirer l'attention du lecteur sur certaines caractéristiques des coordinations qui les relient à la problématique plus générale de notre époque. Que le mouvement des coordinations traduise une aspiration, fût-elle confuse, vers l'autonomie, me paraît incontestable. Aspiration qui se traduit par le refus de la tutelle des organisations traditionnelles, la forte dimension de démocratie directe qui caractérise le mouvement, le trait remarquable (et que Jean-Michel Denis met bien en lumière) de la subsidiarité des délégués, l'importance prise par les relations « horizontales » et non plus « verticales » (hiérarchiques) dans la conduite de l'action. Mais il faut aussi noter les ambiguïtés qui marquent le mouvement.

Comme le montre Jean-Michel Denis, les participants au mouvement des coordinations portent un « sentiment d'implication » et une « volonté d'appropriation du mouvement ». Beaucoup plus que la méfiance à l'égard des bureaucraties traditionnelles (qui aurait pu maintenir les gens dans la simple inaction), s'exprime par là le souhait d'une action autonome et la capacité de la réaliser. Mais en même temps, les actions des participants et les faits eux-mêmes montrent un refus d'un engagement durable, dépassant les limites de l'action entreprise on peut certes dire qu'un tel engagement (la tentative d'instaurer des formes d'organisation permanentes) reconduirait fatalement au type syndical d'organisations celui précisément que les participants avaient commencé par mettre à distance. Mais cette objection ne vaudrait que sur le présupposé que la « forme syndicale » est indépassable, la seule disponible pour la période historique en cours, en dehors de laquelle il ne pourrait y avoir, au mieux, que des « coordinations », précisément, sporadiques et éphémères ; en d'autres termes, sur le présupposé que toute organisation collective dans la période contemporaine est condamnée à la bureaucratisation. Incontestable comme description de tout ce qui s'est passé jusqu'ici, cette proposition ne peut légitimement être extrapolée à tout avenir prévisible.

Une autre manière de formuler la question est celle-ci on trouve dans les « Conclusions » de Jean-Michel Denis des formulations pouvant faire penser qu'à ses yeux autonomie et institution s'opposent irréductiblement. A mes yeux une telle idée serait à coup sûr erronée. Mais il est vrai qu'elle existe puissamment dans l'esprit des gens. En d'autres termes, alors que, en droit, autonomie et institution ne s'opposent nullement (même si la question de la création d'institutions de l'autonomie dans le monde moderne reste entièrement ouverte), Jean-Michel Denis a raison de les opposer dans la « conscience » ou la perception des gens, puisque pour ceux-ci les institutions, les seules concevables, sont celles qu'ils rencontrent - État, partis, syndicats, entreprises... - et que celles-ci sont justement perçues comme des institutions de l'hétéronomie. Nous sommes là devant le nœud de la situation historique contemporaine. Les gens tirent de leur expérience la conclusion que les institutions ne peuvent être que des institutions de l'hétéronomie - concrètement, bureaucratiques - que donc il est futile d'essayer d'en créer d'autres. Par là même, ils renforcent et consolident l'existence de ces institutions que leur action aurait pu mettre en question

s'ils pensaient et se comportaient autrement.

J'ai commenté brièvement ici les questions plus directement politiques soulevées par le travail de Jean-Michel Denis. Le lecteur s'apercevra que celui-ci aborde avec bonheur plusieurs autres problèmes mis en jeu par le mouvement des coordinations. Ainsi, par exemple, l'état actuel des syndicats et leur réformabilité ; le rôle de l'État et la crise, réelle ou perçue, du secteur public et parapublic de l'économie ; ou encore le rôle des médias dans l'amplification de la résonance du mouvement. Il les aborde avec la même rigueur et le même sens de l'équilibre qui caractérisent tout le reste de son travail et qui feront de celui-ci un instrument précieux pour tous ceux qui s'intéressent à l'évolution du mouvement social à l'époque contemporaine

### Cornelius Castoriadis

---

[1] 1- J'en ai parlé dès 1974, dans l'« Introduction » à la seconde édition anglaise du Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne, repris dans *Capitalisme moderne et révolution*, Paris, 1979, Éd. 10/18, pp. 234-258.

[2] 2- C. Wright Mills s'interrogeait, dès 1951, sur les possibilités d'un tel développement dans *White Collar*. Elles avaient été envisagées positivement au sein du groupe *Socialisme ou Barbarie*. Cf. « Une expérience d'organisation ouvrière : Le Conseil du personnel de AG Vie », R. Berthier (Henri Simon) in *Socialisme ou barbarie* n° 20.

[3] 3- Sur le processus de bureaucratisation, voir mes textes réunis dans *La société bureaucratique* (Christian Bourgois, Paris, 1990) et *L'expérience du mouvement ouvrier*, 2 vol., Paris, Éd. 10/18, 1979.

[4] 4- Voir « Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne » op. cit.

[5] 5- Voir les nombreux textes sur ces nouvelles formes d'organisation et de luttes réunis dans *L'expérience du mouvement ouvrier*, op. cit.